

pas à nous tourmenter au sujet de notre dette; à coup sûr, le Canada deviendrait le pays où il y aurait le plus de bonheur à vivre. Il ne se préoccuperait plus ni de la dette de guerre, ni de la dette nationale; ç'en serait fini des impôts de toutes sortes. Ce sont là quelques-unes des théories que nous avons entendu énoncer; or, je dois dire, que s'il m'arrivait de les soutenir et de les préconiser je serais bel et bien battu, et avec raison, dans ma propre circonscription. J'espère bien que l'*Ottawa Journal*, qui a publié l'éditorial dont j'ai parlé gagnera de l'honorable député qu'il dise au Gouvernement de quelle façon il pourrait faire disparaître toutes ces dettes, ce qui, à coup sûr, serait merveilleux pour le Canada; mais je doute fort qu'il sache comment cela pourrait se produire après avoir écouté, une heure durant, l'exposé des utopies des honorables députés.

L'amendement, aussi bien que le sous-amendement, n'ont en eux-mêmes, rien de positif. Je le disais au début de mon discours, si les honorables députés pouvaient voter conformément à leur sentiment quant au budget, celui-ci serait adopté avec bien peu de dissidence. Comme le disait un jour un de nos collègues, si la députation pouvait voter comme elle l'entend, sans l'intervention des whips, le scrutin ne serait pas ce qu'il est. Et, j'en suis certain, sans ses whips, l'opposition serait heureuse d'approuver ces propositions budgétaires. On nous a raconté que ce budget était un budget de protection à outrance, mais c'est aussi ce qu'on nous a dit en ces dernières années. L'année dernière, les conservateurs prétendaient que notre budget était éminemment protectionniste puisque la perception des droits de douane avait rapporté 300 millions de dollars. Mais ce n'est là rien de bien nouveau. Je me rappelle que l'honorable député de Wellington-Sud (M. Guthrie) le critique financier de l'opposition, trouvait à redire parce qu'on avait aboli la taxe sur les billets de Pullman; selon lui, voyager en Pullman c'était du luxe. Mais pas du tout, ce n'est pas un luxe pour ceux d'entre nous qui ont à faire de longs trajets à travers le pays.

Le leader de l'opposition a ridiculisé la suppression de l'impôt sur le thé. A coup sûr, le thé n'est pas un article de luxe. Peut-être que si on n'en avait consommé que dans l'Ontario, une diminution du prix eût fait perdre des recettes à la Commission des liqueurs, mais on boit du thé par tout le pays. Je sais que dans toute l'étendue du pays les ménagères sont absolument satisfaites. On prétendait cet après-midi que la diminution du prix du thé n'était que de 10c. et non de 15c. Au lendemain de l'exposé

[M. Bradette.]

budgétaire nombre de journaux annonçaient que le prix de certaines qualités de thés allait être abaissé de 15c; assurément, voilà un avantage pour tout le pays.

En tant qu'il a trait au nord de l'Ontario, je dois dire que le budget est accueilli avec faveur. Nous nous réjouissons particulièrement du remaniement de l'échelle de l'impôt prélevé sur les actions, qui atteint sensiblement le transfert des actions sans valeur nominale. L'industrie minière est satisfaite. Au cours de la discussion du budget de l'année dernière, je fus étonné d'entendre des honorables oppositionnistes préconiser de forts droits sur l'outillage minier importé; ce qui m'étonna encore davantage, ce fut une résolution de l'Association des manufacturiers canadiens, qui à une réunion tenue l'année dernière, en Nouvelle-Ecosse, était d'opinion que le Gouvernement devrait élever les droits sur l'outillage employé dans les mines, jusqu'à ce que l'industrie canadienne pût satisfaire la demande. Ce serait beau de retarder la mise en valeur de nos mines de Porcupine, dans la région de Sudbury, ainsi que de nos gisements du Manitoba et de la Saskatchewan, jusqu'à ce que l'industrie canadienne fût en mesure d'outiller nos mineurs. Cet outillage il nous le faut du moment que de nouveaux gisements sont en exploitation. Nous nous acheminons vers le temps où le Canada pourra fournir cet outillage et un de ces jours notre industrie pourra nous approvisionner, mais il ne faut pas retarder la mise en valeur de nos ressources minières jusqu'à ce que cela se produise. Jusque là il nous faut aller de l'avant et pousser l'exploitation de nos mines.

Un article du budget qui est fort bien vu en Ontario est celui d'un tarif de faveur plus généreux pour l'Angleterre. On a été étonné des remarques du leader de l'opposition à ce sujet. L'amendement qu'il a soumis à la Chambre est tout à fait négatif; à la vérité il démontre que le parti conservateur est favorable à cette politique douanière. La population du pays est bien au courant de ce qui se passe.

Une autre chose qui me renverse c'est d'entendre l'opposition parler de la ruine de notre organisme industriel. L'autre jour, le leader de l'opposition se trouvait sur la même estrade que le premier ministre de l'Ontario, l'honorable M. Ferguson. Il a parlé de la ruine qui menace le Canada. Cinq minutes après le premier ministre déclarait que l'Ontario est prospère. Nous savons que cette province est bien administrée et nous concevons difficilement que le chef de l'opposition puisse dire que notre pays s'en va à la ruine, tandis que le premier ministre de l'Ontario déclare que cette province est prospère.